



2012 les temps forts



Madame,
Monsieur,

Lors des élections législatives de juin dernier, vous m'avez accordé votre confiance pour être un député utile. Aujourd'hui, **comme je m'y étais engagé, je vous rends compte de mon action à l'Assemblée nationale et dans le débat public.** J'agis pour une meilleure reconnaissance des habitants de nos villes au niveau national, et me mobilise pour être engagé à vos côtés, au plus près de vos préoccupations quotidiennes.

Vous avez élu François Hollande pour redresser notre pays dans la justice et renouer des liens de solidarité abîmés par dix années de politiques qui ont conduit à l'échec. **Des mesures d'urgence ont été prises dès cet été :** revalorisation du SMIC et de l'allocation de rentrée scolaire, encadrement des loyers,...

D'autres engagements de François Hollande ont été votés par le Parlement : création des emplois d'avenir et de la Banque publique d'investissement, cession du foncier public et relèvement du plafond du Livret A pour financer le logement social,...

Mais il reste beaucoup à faire et pour cela, croyez bien en ma détermination.

Suivez mes actions !

Sur mon blog :

www.danielgoldberg.fr

Sur Facebook :

www.facebook.com/daniel.goldberg.73

Sur Twitter :

twitter.com/GoldbergDaniel

PSA - Aulnay-sous-Bois

« Monsieur Varin, vous avez commencé, et j'en suis heureux, par évoquer les salariés touchés par le plan que vous avez annoncé. Derrière les chiffres se trouvent en effet des hommes et des femmes, aujourd'hui en situation de détresse, dans leur vie quotidienne comme pour ce qui concerne leurs perspectives d'avenir. Si personne n'a le monopole du cœur, personne n'a, non plus, le monopole de la raison.

Je ne peux pas me résoudre à l'idée que des vies doivent constituer les variables d'ajustement d'une économie dérégulée. De la même manière, nous ne pouvons pas nous résoudre, en France, à voir disparaître notre appareil productif et les compétences qui lui sont attachées. »

Audition de Philippe Varin, PDG de PSA, Assemblée nationale, 26 juillet 2012

Logement : cession du foncier public

« Avec vous (*en s'adressant aux députés UMP*), les termes du débat demeurent inchangés. Vous reprochez toujours aux pauvres d'être trop pauvres, aux classes moyennes de devoir se loger ailleurs, aux élus de ne pas faire leur travail.

Vous ignorez surtout le premier article du code de l'urbanisme, qui dispose : "*Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.*" Nous le respectons ; vous l'oubliez. »

Intervention à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de cession du foncier public, 24 septembre 2012

Réseau de transports « Grand Paris »

« Si le réseau *Grand Paris* est structurant et essentiel pour développer l'Ile-de-France, le moment est venu de considérer le développement et l'amélioration des transports franciliens dans son ensemble, comme le préconisait la mission parlementaire sur l'amélioration des RER que je présidais et qui a rendu ses conclusions en mars dernier.

Je demande au gouvernement de prendre les décisions afin de permettre à Aulnay-sous-Bois et à la Seine-Saint-Denis de participer pleinement au développement de l'Ile-de-France en donnant des garanties pour leur desserte dans des délais fermes et acceptables. »

Communiqué après la publication du rapport Auzannet, 13 décembre 2012

2012 : les temps forts

JANVIER

- succès de mes vœux à la population avec 450 personnes présentes
- intervention à l'Assemblée nationale contre les atteintes au droit de grève dans le secteur aérien
- parution de mon livre *Ici, le futur a commencé*, éditions Tallandier
- déplacements de terrain sur les RER A et B, de la commission d'enquête sur le RER, que je présidais

FEVRIER

- lancement de ma candidature sur la circonscription d'Aulnay-sous-Bois, Bondy sud-est et Pavillons-sous-Bois
- accueil, comme président du groupe d'amitié parlementaire France - Comores, de la première délégation de députés comoriens en France

MARS

- adoption à l'unanimité du rapport de la commission d'enquête sur le RER et de ses trente préconisations
- accueil de François Hollande à Bondy

AVRIL

- organisation de la venue de François Hollande dans les quartiers populaires et de son meeting à Aulnay-sous-Bois
- participation à la manifestation des habitants du quartier de Mitry pour une meilleure sécurité

MAI

- élection de François Hollande

Toutes mes interventions :

www.danielgoldberg.fr

PSA - Aulnay-sous-Bois

« Ce qui transparait dans le propos des organisations syndicales, c'est leur absence de confiance dans le dialogue social au sein de l'entreprise. Cela s'explique par le fait qu'en accord avec la direction de PSA, le gouvernement précédent a fait des déclarations lénifiantes jusqu'au 6 mai dernier, indiquant qu'il n'y aurait pas de plan social et que le site d'Aulnay ne serait pas fermé. Cette année a donc été perdue pour les salariés et le nécessaire redressement de l'entreprise.

Le premier objectif que je souhaite promouvoir est celui du « zéro salarié à Pôle Emploi », qu'il s'agisse des salariés de PSA ou de ceux du secteur diffus. La question de la pérennité de l'ensemble de la filière automobile française se pose également aujourd'hui. »

Audition des syndicats de PSA, Assemblée nationale, 26 septembre 2012

Abstention sur le vote du TSCG

« Le Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) a été négocié et signé au printemps dernier, largement guidé par la volonté de la Chancelière Angela Merkel d'exercer des contraintes supplémentaires sur les peuples européens pour satisfaire les seuls marchés financiers. François Hollande s'est engagé, lors de la campagne électorale, à se mobiliser pour obtenir une réorientation de l'Europe. Il a réussi : l'austérité n'est plus l'horizon indépassable de la zone euro.

Il reste que le texte du TSCG est inchangé et que j'y apporte les mêmes critiques que celles que je formulais au printemps. Il y a donc le texte critiquable et le contexte que j'approuve pleinement. Ferme partisan d'une Europe enfin plus sociale, démocratique et porteuse d'espoir pour les citoyens, c'est le sens de l'abstention active que j'ai formulée aujourd'hui. »

Explication de vote sur l'abstention sur le TSCG, 9 octobre 2012

Abrogation du délit de solidarité

« Le 30 avril 2009, avec de nombreux autres collègues, nous demandions à l'Assemblée nationale de supprimer le délit de solidarité. Il s'agissait alors, et il s'agit toujours, de distinguer une action désintéressée – celle d'un bénévole associatif à Calais, d'une travailleuse sociale à Marseille ou d'une femme qui a hébergé son mari en Seine-Saint-Denis – des actions de ceux qui prospèrent sur la détresse humaine en organisant des filières.

Si des représentants d'associations ou des bénévoles ont été interpellés ou gardés à vue, si des décisions administratives sont prises, notamment des refus de nationalité française, et si des travailleurs sociaux sont enjoins de communiquer des listes de personnes hébergées, c'est bien parce que la loi le permet.

Celles et ceux qui veulent faire preuve de solidarité, ces aidants bénévoles qui font honneur à la République et au meilleur de la tradition française, nous nous devons de les protéger. »

Intervention à l'Assemblée nationale, 11 décembre 2012

2012 : les temps forts

Plans sociaux reportés

« Voilà revenus sur les bancs de l'opposition les médecins de Molière de l'économie, ceux qui ont un seul mot à la bouche, un seul remède, souvent mortifère pour notre industrie, et d'ailleurs un seul bilan : la saignée ! La saignée pour les salariés et les artisans, qui souffrent et à qui ils reprochent de ne pas se résigner. La saignée pour les classes moyennes et populaires, coupables à leurs yeux de vouloir se soigner et se loger dignement, d'avoir les moyens d'élever leurs enfants ou encore de vivre correctement de leur pension de retraite. La saignée des 750 000 emplois industriels détruits en dix ans et des 3 millions de chômeurs. »

Question d'actualité à l'Assemblée nationale, 30 octobre 2012

Egalité des territoires

« Pour la France, c'est dans les quartiers populaires que tout se joue. C'est pourquoi, dans sa rencontre avec la France, François Hollande a un rendez-vous particulier avec les habitants des quartiers populaires.

La ségrégation continue de marquer nos quartiers au fer rouge et enferme leurs populations dans un statut de non reconnaissance, au mépris des multiples compétences qu'ils recèlent. Or, nos territoires détiennent les clefs de notre destin collectif. Pour la France, c'est dans ces villes, c'est dans un département comme la Seine-Saint-Denis que tout se joue ! »

Tribune avec Stéphane Troussel, conseiller général de Seine-Saint-Denis, publiée par Nouvelobs.com, 13 mars 2012

Cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie

« Aujourd'hui, la France pourrait saisir l'occasion de ce cinquantenaire pour s'exprimer enfin clairement sur certains des événements les plus douloureux de notre passé commun afin que nous progressions dans la voie d'une réconciliation encore inachevée.

Il s'agit en premier lieu de revenir sur les violences commises lors de la régression des manifestations du 8 mai 1945 qui se sont déroulées dans les villes de Sétif, Guelma et Kherrata. Une expression de notre pays est aussi attendue au sujet de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961 et des violences qui l'ont suivie. Ce geste s'inscrirait dans les paroles d'Albert Camus, dans son livre *Chroniques algériennes* : "Il est bon qu'une nation soit assez forte de tradition et d'honneur pour trouver le courage de dénoncer ses propres erreurs." »

Courrier à François Hollande, Président de la République, 28 juin 2012, précédant ses déclarations d'octobre et novembre 2012

Quelques chiffres clés pour 2012

102 interventions dans l'hémicycle
71 interventions en commission
60 amendements signés
70 questions écrites aux ministres
(source : www.nosdeputés.fr)

20 séances de permanence
les vendredis après-midi
1 200 courriers pour
des interventions individuelles
500 habitants invités
à visiter l'Assemblée nationale

JUIN

- réélection comme député de Seine-Saint-Denis
- interpellation de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, pour un nouveau commissariat à Aulnay-sous-Bois

JUILLET

- premier rapport dans la nouvelle mandature, sur la suppression de la majoration des droits à construire
- plan social à PSA : rencontre avec les salariés, question au gouvernement dans l'hémicycle et audition, à l'Assemblée nationale, de Philippe Varin, PDG de PSA
- appui au projet du CREA auprès d'Aurélie Filippetti, ministre de la Culture
- tribune dans *Libération* avec dix parlementaires socialistes pour que la Gauche réussisse et dure afin de transformer la société

SEPTEMBRE

- élection de Stéphane Troussel à la présidence du Conseil général de la Seine-Saint-Denis
- intervention pour le maintien de l'équipe éducative de l'école Jules Ferry 2 d'Aulnay
- audition des syndicats de PSA à l'Assemblée nationale
- visite de l'entreprise Guerbet à Aulnay-sous-Bois

OCTOBRE

- rapport sur le budget 2013 du Logement : auditions de tous les acteurs du logement et de la construction et de la ministre, Cécile Duflot

Toutes mes questions
au gouvernement :
www.danielgoldberg.fr

2012 : les temps forts

OCTOBRE

- réunion tripartite sur PSA organisée par Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, avec les représentants des salariés et de la direction et les élus locaux
- reconnaissance par François Hollande des victimes de la répression de la manifestation du 17 octobre 1961
- premières auditions de la Mission sur les coûts de production, dont je suis le rapporteur
- intervention pour la reconnaissance de l'amicale des locataires de la cité de la Poudrette à Pavillons-sous-Bois
- inauguration de la rénovation de la poste Jeanne d'Arc à Aulnay sud

NOVEMBRE

- audition de Louis Gallois sur son rapport sur la compétitivité
- rencontre avec les habitants de La Sablière et le centre social Sohane à Bondy
- lettre sur le droit de vote des étrangers aux élections locales aux parlementaires UMP et UDI de la Seine-Saint-Denis
- tribune cosignée dans Mediapart pour le mariage pour tous
- appel pour le soutien de la France à l'admission de la Palestine à l'ONU

DECEMBRE

- abrogation du délit de solidarité

Me contacter :

Permanence parlementaire :

01 48 79 45 03

Assemblée nationale :

01 40 63 92 61

dgoldberg@assemblee-nationale.fr

Vote des étrangers aux élections municipales

« Cette mesure est attendue par celles et ceux qui sont venus dans notre pays, il y a plusieurs décennies parfois, pour participer notamment à sa reconstruction, puis à son développement. Ayant longtemps gardé l'idée d'un retour au pays, ils n'ont pas poussé leur intégration en France jusqu'à la naturalisation, tout en étant fortement impliqués dans la vie sociale. De plus, leurs enfants et petits-enfants, nés en France ou y étant arrivés très jeunes, et donc pleinement Français, seraient aussi particulièrement sensibles à cette reconnaissance du parcours de leurs aînés et notre histoire.

Dans un contexte libéré d'échéances nationales proches, notre pays est prêt pour cette réforme symboliquement importante pour l'engagement citoyen, mais également pour une gestion plus participative de nos communes. »

*Lettre aux parlementaires UMP et UDI de la Seine-Saint-Denis,
15 novembre 2012*

Pour un renouveau démocratique

« Il est temps de proposer, par voie de référendum si nécessaire, des évolutions profondes d'organisation de la vie publique dont la France a besoin et qui renforcent sa cohésion sociale : clarification des lieux de décision, requalification des rapports entre pouvoirs exécutif et législatif, reconnaissance accrue des contre-pouvoirs et organisation d'une transparence de l'activité des élus, et bien sûr droit de vote des étrangers non-européens aux élections municipales. C'est aussi une part de la compétitivité de notre nation qui se joue là.

Redonner corps à la République, être exemplaire dans notre pratique politique, construire un nouvel "en-commun" pour la France et les Français, c'est aussi cela qui fera, en plus des essentielles questions économiques et sociales, que le changement attendu sera durablement ancré dans le pays. »

Tribune publiée par Libération, 30 novembre 2012

Pour une Gauche durable

« La victoire complète de François Hollande donne enfin à la gauche le pouvoir d'agir. Ce n'est pas une victoire empoisonnée mais une force. La gauche peut réussir et durer. Mais à quelles conditions ? Trois nous tiennent à cœur : repenser notre modèle de croissance, remettre l'égalité des territoires au cœur de l'action publique et créer des cadres démocratiques et participatifs nouveaux.

Nous ne croyons plus à la formule qui lie relance du pouvoir d'achat et de la consommation, relèvement du taux de croissance et baisse du chômage. Nous assistons à une mutation structurelle de nos modes de production et de consommation, et pas seulement à une crise.

Passer du monde d'hier à celui de demain et garder les citoyens dans l'adhésion aux valeurs républicaines. Voilà la feuille de route du quinquennat. Nous devons convaincre les Français que changer de modèle n'est pas tourner le dos au progrès, mais lui donner une autre direction. »

Tribune signée avec 10 parlementaires socialistes, Libération, 9 juillet 2012